



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 22/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DPSPC

150 avenue Yves Farge
ZI des Yvaudières
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : VAT20250157

Code AIOT : 0010000683

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement DPSPC implanté 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 20/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DPSPC
- 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010000683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Dépôt Pétrolier de Saint-Pierre-des-Corps (DPSPC) exploite des activités de remplissage, stockage et distribution d'hydrocarbures liquides dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps.

Le dépôt est implanté sur deux terrains, un de 30 000 m² (dépôt Ouest, créé en 1954) et un de 45 000 m² (dépôt Est, créé en 1972), reliés par une nappe de cinq canalisations enterrées.

L'approvisionnement s'effectue par le pipeline TRAPIL. Pour la livraison des produits pétroliers, le site dispose de quais de chargement de camions-citernes en dôme et en source (4 postes sources et 1 dôme avec 2 postes). Les chargements sont réalisés seulement sur le dépôt Ouest.

Le dépôt pétrolier exploité par la société DPSPC est réglementé au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/08/2017 actualisant la situation administrative et prescrivant la mise en place de mesures de maîtrise des risques.

L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié s'applique également aux activités exercées par la société DPSPC ainsi que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels et l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 PMII
- Plans d'urgence
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
16	Plaquette PPI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Test d'équipement de sécurité - feu de bac 32	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.20.9.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
22	Entretien des réseaux de collecte	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	/	Sans objet
2	Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	/	Sans objet
3	Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	/	Sans objet
4	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	/	Sans objet
5	Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	/	Sans objet
6	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
7	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
9	Maintenance arrête-flammes URV et bras de récupération des vapeurs aux PCC	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.2.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Dispositif de respiration des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Stockages LI : COV : émissions diffuses : facteur de réduction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 48-2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Chargement : émissions de COV : flux de	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	référence			
13	Etat des matières stockées – mentions de dangers	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
14	Scenarios du POI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
15	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
17	Étude inondation : conséquence d'une inondation sur les réservoirs	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
18	Étude inondation : recommandations	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
20	Entretien du forage	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.1.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
21	Rejets aqueux - respect des VLE	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.3.9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
23	Entretien des séparateurs	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
24	Gestion des incidents - Identification	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5, modifié é par l'arrêté ministériel du 28/02/2022	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
25	Gestion des incidents - Hiérarchisation	Code de l'environnement du 27/03/2014, article R. 512-69	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de cette inspection sont issues des suites de la dernière inspection et de l'action nationale 2025 "Plan de Modernisation des Installations Industrielles"

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : <u>Constat du 09/04/2025</u> L'établissement est un dépôt pétrolier stockant des hydrocarbures liquides. Le stockage en réservoirs aériens d'une capacité globale de 73 400 m ³ de liquides inflammables est soumis à l'AM du 03/10/10. L'exploitant connaît la double réglementation liée au vieillissement soumise aux arrêtés ministériels des 03/10/10 et 04/10/10. Le recensement des équipements soumis à PMII présents sur le site DPSPC tient compte de cette double réglementation. Le premier recensement PMII a été réalisé en 2013 conjointement par le Référent PMII et le Référent HSE. Les mises à jour sont réalisées à chaque : modification du site, révision de l'étude de dangers, modification des MMRI (Mesures de Maîtrise des Risques) ou après observation/demande de l'inspection des installations classées. La méthodologie de recensement décrite par l'exploitant est : - pour les réservoirs et capacités, recensement de l'ensemble des réservoirs, en tenant compte des mentions de danger des produits contenus, des volumes et du type des réservoirs. Il n'y a pas de capacité soumise à PMII ; - pour les tuyauteries, identification des lignes. Un état « zéro » complet a été réalisé en 2023, sur le dépôt Ouest afin d'avoir des mesures d'épaisseur des tuyauteries qui puissent être comparées lors de futures inspections détaillées, programmées tous les 5 ans. Sur le dépôt Est, cet état « zéro » est planifié pour 2026. Dans l'inventaire, il y a prise en compte des scénarios de l'EDD qui ont

<p>pour origine une défaillance de tuyauterie. De plus, DPSPC applique aussi une politique de surveillance interne renforcée qui inclus dans la logique PMII, l'ensemble des tuyauteries de diamètre supérieur à 80 mm qui font circuler des hydrocarbures, de l'éthanol ou des additifs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les rétentions et massifs, tous les massifs et rétentions associés à des réservoirs soumis à PMII sont aussi soumis à PMII. Dans la politique du groupe, les rétentions des pomperies sont intégrées à la logique PMII, même s'il n'y a pas d'obligation réglementaire. - Les Ponts de tuyauterie recensés PMII sont ceux du Poste de Chargement Camions « PCC » et de l'Unité de Récupération des Vapeurs « URV ». <p><u>Absence d'écart constaté</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 09/04/2025</u></p> <p>Par courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, la liste des réservoirs soumis à PMII sur le site DPSPC Est - Ouest.</p> <p>Ce recensement croise la liste des substances contenues avec les mentions de danger associées avec les réservoirs et leur volume nominal de stockage. Ce recensement tient aussi compte des types de réservoirs, ce qui permet d'identifier, entre autre, les réservoirs enterrés présents sur site non soumis à PMII.</p> <p>La liste des réservoirs soumis à PMII est cohérente avec la connaissance du site qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>A la date du 9 avril 2025, le nombre de réservoirs soumis à PMII, est de 12 réservoirs.</p> <p><u>Absence d'écart constaté</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Examen d'un dossier de réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 03/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;

- volume du réservoir ;
- matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat du 09/04/2025

Examen par échantillonnage.

Par courriel du 03/04/2025, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis, comme exemple, la fiche d'identité du réservoir n°23.

Il est noté qu'il existe 2 types de fiche :

- Une fiche technique avant utilisation de la Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) qui est très détaillée et qui reprend les rubriques mentionnées dans la prescription. Dans cette fiche figure le suivi de l'ensemble des interventions, modifications, ... qu'a connu le réservoir.
- Une fiche technique réalisée depuis l'utilisation de la GMAO soit après 2013. Cet état initial comprend aussi le suivi de l'ensemble des interventions sur chaque réservoir, accessibles via la GMAO.

Lors de l'inspection, par sondage, l'inspection a demandé pour les réservoirs n°10 (dépôt Ouest) et n°32 (dépôt Est) que les dossiers de chacun de ces réservoirs soient présentés.

Pour les réservoirs n°10 et n°32, via la GMAO, une fiche synthétique conforme à la prescription, précisant les caractéristiques connues du réservoir a été présentée à l'inspection.

A partir de 2013, le suivi complet des interventions est disponible chronologiquement, pour les travaux comme pour les visites. Un lien hypertexte permet pour chaque intervention d'accéder au document correspondant. Une évolution de la GMAO a été réalisée en 2023, année durant laquelle, l'ancien fichier Excel permettant le suivi des équipements y a été intégré.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10

Prescription contrôlée :

29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;

<ul style="list-style-type: none"> - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 09/04/2025</u></p> <p>Par courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, pour exemple, le programme de contrôle du réservoir n°23. Ce programme prévoit bien les 3 types de visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaque année : une visite de routine ; - tous les 5 ans : une visite Externe Détaillée (ED) . Dans les faits, ce type de visite est réalisé tous les 10 ans, car elle est remplacée par une visite Hors Exploitation Détaillée tous les 10 ans ; - tous les 10 ans : une visite Hors Exploitation Détaillée (HED) (Remplace la visite ED). <p>Dans ce programme de contrôle figure aussi la date de la dernière inspection et la date prévisionnelle de chacune des inspections à venir.</p> <p>Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter le plan d'inspection des réservoirs n°10 et n°32. Ces réservoirs ayant une capacité équivalente > 100 m³, la visite Hors Exploitation Détaillée est donc obligatoire.</p> <p>Les périodicités des différents types de visite sont respectée.</p> <p><u>Absence d'écart constaté</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – rapport inspection 03/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.</p> <p>29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis</p>

d'identifier une anomalie.

29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

Constats :

Constat du 09/04/2025

Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter l'ensemble des rapports pour les différents types de visite, des réservoirs n°10 et n°32.

Le réservoir n° 10 a un volume nominal de 1 700m³ et stocke du SP98.

- les 2 dernières visites de routine datent du 29/02/2024 (Aucun désordre constaté) et du 19/03/2025 mais le rapport de visite n'est pas encore revenu. Une visite de routine a été réalisée cette année malgré la réalisation d'une visite Externe Détaillée car le référent PMII est en train de former un agent du dépôt du Mans qui à terme réalisera les visites de routine.
- La dernière visite Externe Détaillée, visite quinquennale, a été réalisée par INEXCO. Le rapport de visite du 11/03/2025 conclut qu'il n'y a pas de remise en cause de l'aptitude du réservoir pour les 5 ans à venir. La prochaine visite est prévue pour le 20 février 2035.
- La dernière visite Hors Exploitation Détaillée (Visite décennale) a été réalisée du 16 au 29/07/2019 par institut de soudure et préconisait la mise en œuvre de travaux. Le rapport conclusif après travaux lève les désordres.

Le réservoir n°32 a un volume nominal de 5 474m³ et stocke du Gazole (GO).

- La dernière visite de routine date du 19/03/2025 mais le rapport de visite n'est pas encore revenu.
- La dernière visite Externe Détaillée, visite quinquennale, a été réalisée par INEXCO les 17 et 18 juin 2024. Le rapport de visite conclut qu'il n'y a pas de remise en cause de l'aptitude du réservoir pour les 5 ans à venir.
- La dernière visite Hors Exploitation Détaillée (Visite décennale) a été réalisée par la Société RI (maintenant INEXCO) du 4 au 6/02/2019.

Pour chaque type de visite les périodicités d'inspection sont respectées pour les 2 réservoirs pris par sondage.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

Constat du 09/04/2025

L'exploitant a recensé les massifs et les cuvettes de rétention en précisant dans son recensement « réservoirs et capacité » que tous les massifs et cuvettes de rétention associés à un réservoirs PMII sont aussi soumis à PMII.

Les ponts de tuyauterie sont recensés avec les tuyauteries en précisant que les ponts de tuyauterie « PCC » et « URV » sont soumis au plan de modernisation.

Sur le site DPSPC Est - Ouest, il y a :

- 12 massifs de réservoirs soumis à PMII,
- 2 rétentions soumises à PMII, rétention Est et rétention Ouest. Les sous-rétentions sont contrôlées lors de l'inspection des rétentions qui les comprend.
- 2 ponts de tuyauteries, rack PCC et rack URV.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. (...)

Constats :

Constat du 09/04/2025

L'exploitant confirme qu'il existe sous la GMAO, un état initial pour chacun des équipements de génie civil.

<p>Par sondage, l'inspection a demandé que lui soit présenté l'état initial et le suivi des équipements pour :</p> <p><u>Le massif du réservoir n°10 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial du massif du réservoir 10 est existant ; - les visites de contrôle annuelles ont été réalisées en même temps que la visite de routine du réservoir, les 29/02/2024 (absence de désordre, léger dépôt végétal) et 19/03/2025. <p><u>La cuvette Est :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial de la cuvette Est, ainsi que le suivi des interventions sur l'équipement sont disponibles dans la GMAO. Un plan de la cuvette avec la localisation des désordres identifiés a été présenté par l'exploitant. Les désordres ont été traités en 2023 et 2024 (joints dégradés, fissures, présence d'un retour d'eau ,...) <p>Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 09/04/2025</u></p> <p>L'exploitant a défini les modalités de contrôle de ses ouvrages de Génie Civil soumis à suivi PMII. Il applique le guide DT92 pour les massifs et cuvettes de rétention.</p> <p>Les périodicités de visite retenues pour les massifs et rétentions sont annuelles, conformément au DT 92.</p> <p>Pour respecter ces périodicités, l'exploitant utilise sa GMAO, les dates des prochaines visites y sont renseignées ainsi les Bons de Travaux (BT) s'incrémentent automatiquement. La liste des BT est sortie toutes les semaines, les Bons de Travaux sont générés 1 mois avant l'échéance afin que la commande de la prestation soit passée par anticipation.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le joint entre le massif et le réservoir n°11, la pousse le 2 petits arbustes d'une vingtaine de centimètre. L'intervention sur le joint de ce bac est déjà programmée pour mai 2025. - Dans la cuvette de rétention Est, aux abords de la pompe de vidange, de la boue est présente sur une centaine de mètres carrés, ce qui ne permet plus de voir visuellement l'état du fond de la cuvette de rétention. <p>Le joint du réservoir n°11, entre le réservoir et le massif présente des désordres et une partie de la</p>

cuvette de rétention Est est à nettoyer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet, dans un délai de 2 mois, à l'inspection des installations classées les justificatifs d'intervention : - au niveau du joint entre le massif et le réservoir n°11, - de nettoyage du fond de la cuvette de rétention Est.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Maintenance arrête-flammes URV et bras de récupération des vapeurs aux PCC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des arrêtes flammes URV et bras de récupération des vapeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Prescription confidentielle.
Constats : <u>Constats précédents du 02/03/2023 et 27/03/2024</u> Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : Absence de réalisation du contrôle des arrêts de flamme situés en entrée et sortie URV depuis la mise en fonctionnement de l'URV (2001). Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué qu'une demande de budget pour 2024 va être faite afin de contrôler les deux arrêts de flammes URV et que la fréquence préconisée par les procédures internes est de 5 ans. Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant précise que la commande n'a pas encore été réalisée. [PdC n°9] Absence de réalisation du contrôle des arrêts de flamme situés en entrée et sortie URV depuis la mise en fonctionnement de l'URV (2001). <u>Constat du 09/04/2025</u>

<p>Par courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les Procès Verbaux d'inspection des pare-flammes avec maintenance et contrôle de 9 arrêts de flammes, réalisés les 14 et 15/01/2025 par la société « Presto Contrôle » pour les appareils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quai de chargement : appareils S1, S2 ,S3, S7 - Cuves d'éthanol n°26, 27 et 28 - URV : URV Bas et URV sous-soupape <p>Tous ces équipements sont déclarés "APTES" à l'utilisation</p> <p>Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Dispositif de respiration des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs aériens de LI : dispositif de respiration</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs à toit fixe et les réservoirs à écran flottant sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu à l'article 28 du présent arrêté.</p> <p>Lorsque les zones de dangers graves pour la vie humaine, par effets directs ou indirects, liées à un phénomène dangereux de pressurisation de réservoir sortent des limites du site, l'exploitant met en place des événements dont la surface cumulée S_e est au minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1.</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont néanmoins pas applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux réservoirs d'un diamètre supérieur ou égal à 20 mètres ; - aux réservoirs dont les zones de dangers graves pour la vie humaine hors du site, par effets directs et indirects, générées par une pressurisation de bac : - ne comptent aucun lieu d'occupation humaine et ne sont pas susceptibles d'en faire l'objet soit parce que l'exploitant s'en est assuré la maîtrise foncière, soit parce que le préfet a pris des dispositions en vue de prévenir la construction de nouveaux bâtiments, et ; - ne comptent aucune voie de circulation ou seulement des voies de circulation pour lesquelles les dispositions des plans d'urgence prévoient une interdiction de circuler.
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents du 02/03/2023 et 27/03/2024</u></p>

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : L'exploitant doit justifier de la cohérence entre le recensement des événements utilisés pour le calcul de la section totale des événements indiqué dans l'étude de dangers (chapitre 3.3.1.2) et la situation réelle sur le site pour chaque réservoir. Pour les réservoirs dont le nombre d'événements est différent de celui utilisé dans le calcul de l'étude de dangers, l'exploitant doit justifier que leur surface est suffisante et ne remet pas en cause les conclusions de l'étude de dangers concernant leur dimensionnement.

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que des mesures ont été réalisées afin de vérifier la conformité des événements et les résultats ont été transmis (rapport SECOMOC DONGES du 20/06/2023). La section totale réelle a été comparée à la section minimale attendue selon l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 (sauf pour le réservoir 35, pour lequel elle n'a pas été calculée) : elle est inférieure pour les réservoirs 1, 31, 32, 33 et 34. A noter que les réservoirs 31, 32, 33 et 35 ont un diamètre de plus 20 mètres.

L'exploitant précise que les réservoirs concernés seront rajustés lors des prochaines opérations décennales.

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant indique que certains événements n'ont pas été pris en compte, les résultats restent à consolider. Le calcul de la section minimale n'a pas fait l'objet d'une vérification lors de la présente visite d'inspection.

[PdC n°4] La section totale réelle est inférieure à la section minimale attendue selon l'arrêté ministériel du 03/10/2010 pour les réservoirs 1, 31, 32, 33 et 34.

Constat du 09/04/2025

Par courrier du 11/06/2024, l'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'il a recensé tous les événements et les ouïes des réservoirs suivants 1, 8, 10, 11, 25 et 34, qui ont un diamètre inférieur à 20 m (selon l'article 15 de l'AM 3 octobre 2010, seuls les réservoirs de diamètre inférieur à 20 m sont concernés par les dispositions du présent article). Par conséquent, les réservoirs 20, 24, 31, 32, 33 et 35 ne sont pas concernés par cette prescription.

Par courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis, pour les réservoirs 1, 8, 10, 11, 25 et 34, de diamètre inférieur à 20 m, les notes de calcul des sections réelles d'événements installés. Ces sections sont conformes aux sections préconisées par la prescription.

L'exploitant a montré en salle, les photos prises des événements après leur pose.

Par sondage, l'inspection a vérifié sur site la présence des événements sur les réservoirs 32 et 34.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockages LI : COV : émissions diffuses : facteur de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 48-2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses de composés organiques volatils

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

48-2. Les pourcentages de réduction exprimés ci-dessus sont remplacés par les pourcentages définis dans le tableau suivant dès lors que le rejet dépasse 2 tonnes par an pour les réservoirs contenant des liquides dont la pression de vapeur saturante à 20 °C est supérieure à 50 kilopascals ou lorsque le rejet de composés est supérieur à 200 kilogrammes par an pour les émissions de COV ou mélanges de COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 ou des composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68, ainsi que des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

[tableau]

Constats :

Constats précédents du 02/03/2023 et 27/03/2024

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : L'exploitant n'a pas comparé les émissions des bacs de stockage avec les valeurs limites d'émissions précisées dans l'article 48 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 pour les bacs 8, 10 et 11 (l'objectif de réduction des émissions de COV n'est pas calculé).

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, le tableau de calcul des émissions diffuses et canalisées des COV issues des installations de stockage pour l'année 2023 a été présenté. Le pourcentage de réduction minimal à atteindre par rapport à la valeur de référence est respecté pour les réservoirs 8, 10, 11, 23 et 25. Pour le réservoir 24, le pourcentage de réduction (85%) n'atteint pas le pourcentage de réduction déterminé à l'article 48-2 (87%). L'exploitant n'a pas déterminé d'actions de réduction des émissions pour ce réservoir.

[PdC n°12] Les émissions diffuses de COV pour le réservoir 24 dépassent la valeur limite.

Constat du 09/04/2025

Par courrier du 11 juin 2024, l'exploitant précise que la non-conformité des émissions de COV pour le bac 24 est liée à une erreur de saisie. Le tableau de calcul corrigé des émissions a été transmis. Pour le réservoir 24, le pourcentage de réduction est de 91,31% et atteint donc le pourcentage de réduction déterminé à l'article 48-2 (87%).

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Chargement : émissions de COV : flux de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès lors que l'installation charge annuellement par voie routière ou ferroviaire plus de 20 000 tonnes de liquides inflammables, à pression de vapeur saturante à 20 °C supérieure à 6 kilopascals, susceptibles de générer :</p> <p>[...]</p> <p>- un mélange de COV auquel est attribué au moins une des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou au moins une des phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 ;</p> <p>[...]</p> <p>tout ou partie des émissions de COV sont :</p> <p>- récupérées par une URV répondant aux dispositions des points c, d et e de l'article 42 du présent arrêté ;</p> <p>- canalisées et traitées conformément aux dispositions des points a, b, c et d de l'article 42 du présent arrêté, de sorte que le flux résiduel, émis annuellement pour chacune des émissions de COV concernées, ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents du 02/03/2023 et 27/03/2024</u></p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : Le flux de référence n'a pas été calculé par l'exploitant. L'exploitant ne peut pas démontrer que le flux résiduel émis annuellement de COV ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence.</p> <p>Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a donné la valeur du flux de référence pour l'année 2021, il a précisé que le flux résiduel de COV émis représente 2,85% de ce flux.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, le tableau de calcul des émissions diffuses et canalisées des COV issues des installations de chargement des camions pour l'année 2023 a été présenté. Le flux de référence, correspondant aux émissions de COV concernés par l'article 41-4 si l'ensemble des opérations de chargement réalisées annuellement sur le site sont effectuées en dôme sans mise en œuvre de mesures de réduction (récupération ou traitement), n'y figure pas.</p>

[PdC n°6] Le flux de référence n'a pas été calculé par l'exploitant. L'exploitant ne peut pas démontrer que le flux résiduel émis annuellement de COV ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence.

Constats du 09/04/2025

Par courrier du 11/06/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le tableau de calcul des émissions de COV présentant la mise à jour avec l'intégration de l'état initial des émissions sans la technique URV pour l'activité chargement.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Etat des matières stockées – mentions de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

[...] Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. [...]

Constats :

Constats précédents du 02/03/2023 et 27/03/2024

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le constat suivant avait été formulé : L'état des stocks synthétique ne fait pas apparaître les mentions de danger des produits stockés. Le bac 34 doit être identifié lisiblement dans le schéma des stockages associé à l'état des stocks.

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que l'état des stocks sera mis à jour avec les mentions de dangers ainsi qu'avec les bacs 32 et 34 identifiés.

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant a présenté l'état des stocks en date du 26/03/2024 à 18:03. Les pictogrammes de danger des produits stockés sont représentés mais pas les mentions de dangers (à noter que plusieurs mention de dangers peuvent être couvertes par un même pictogramme). L'ensemble des réservoirs est clairement identifié dans les schémas associés.

[PdC n°3] L'état des stocks synthétique ne fait pas apparaître les mentions de danger des produits stockés.

Constat du 09/04/2025

Par courrier du 11/06/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un état des stocks simplifié dans lequel figure pour les principaux produits stockés et les additifs, les mentions de danger et les pictogrammes de danger.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Scenarios du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

[...] [Le POI] est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers [...]

Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. [...]

Constats :

Constat précédent du 05/05/2023

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : Les fiches scenario du POI ne reprennent pas l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers.

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que le compartiment A1 n'est pas un compartiment au sens réglementaire, c'est donc la raison pour laquelle il n'apparaît pas dans un scénario du POI. Néanmoins, il n'a pas apporté de réponse concernant l'absence des scenario feu

de nappe des canalisations.

[PdC n°15] Les fiches scénario du POI ne reprennent pas l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers.

Constat du 09/04/2025.

Par courrier du 03/04/2025 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les fiches scénario manquantes suivantes, mises à jour en décembre 2024 et qui ont été intégrées au POI :

- N°18 Feu de nappe Fosse de dépôt Ouest
- N°19 Feu canalisations dépôt Ouest
- N°20 : Feu de canalisation alimentation Est
- N°21 : Feu nappe canalisation EST
- N°22 : Feu canalisation soutirage EST

L'inspection a constaté, en salle de commandement POI, que les scénarios ont bien été intégrés dans la version papier du POI présent.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

[...] L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Constat précédent du 05/05/2023

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : L'exploitant dispose d'un état des matières stockées à jour, il n'est cependant pas référencé dans le POI.

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué qu'il sera fait référence de l'état des stocks dans la fiche technique « données réservoirs de stockage » lors de la prochaine mise à jour du POI.

[PdC n°18] L'exploitant dispose d'un état des matières stockées à jour, il n'est cependant pas référencé dans le POI.

Constat du 09/04/2025

Par courrier du 11 juin 2024, l'exploitant informe l'inspection que le recensement simplifié des produits stockés sera annexé au POI actuel et affiché dans la salle POI.

Par courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection l'état des stocks annexé au POI.

Absence d'écart constaté, le précédent constat du 27 mars 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Plaque PPI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4

Thème(s) : Risques accidentels, Information préventive des population

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

En liaison avec le Préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquettes d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) ou aux populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations. [...] Cette information est renouvelée tous les 5 ans et à la suite de toute modification notable. [...]

Constats :

Constats précédents du 05/05/2023 et du 27/03/2024

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : La plaquette d'information à destination des populations n'a pas été renouvelée depuis plus de 5 ans.

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que la plaquette PPI est en cours de finalisation et qu'elle sera transmise pour validation à la préfecture avant diffusion.

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, il précise que la plaquette est finalisée suite aux retours de la Préfecture (mail du 30/11/2023). Il prévoit de contacter la mairie de Saint-Pierre-des-Corps afin de prévoir une diffusion.

Dans l'attente de la diffusion de la plaquette, l'écart est maintenu.

[PdC n°17] La plaquette d'information à destination des populations n'a pas été renouvelée depuis plus de 5 ans.

Constat du 09/04/2025

Le Projet de plaquette PPI est terminé mais toujours pas validée.

La diffusion de la plaquette n'a toujours pas été réalisée.

Dans l'attente de la diffusion de la plaquette, l'écart est maintenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Étude inondation : conséquence d'une inondation sur les réservoirs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6

Thème(s) : Risques accidentels, NATECH, risque inondation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toute disposition pour pouvoir en cas de montée des eaux :

- évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement ;
- arrêter et mettre en sécurité ses installations [...]

Constats :

Constats précédents du 05/05/2023 et du 27/03/2025

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : L'absence de conséquence sur les réservoirs en cas d'inondation n'est pas justifiée. Le remplissage des réservoirs en eau en cas d'inondation n'est pas détaillé.

Par courrier du 29/06/2023, l'exploitant a indiqué que la consigne en cas d'inondation va être révisée afin d'intégrer la méthodologie de remplissage des réservoirs.

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant a déclaré que la mise à jour n'a pas encore été réalisée.

[PdC n°19] L'absence de conséquence sur les réservoirs en cas d'inondation n'est pas justifiée. Le remplissage des réservoirs en eau en cas d'inondation n'est pas détaillé.

Constat du 09/04/2025

Par courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la procédure de surveillance, alerte et gestion d'une crue mise à jour en novembre 2024. Cette version intègre la procédure de remplissage des bacs en cas d'inondation.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Étude inondation : recommandations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6

Thème(s) : Risques accidentels, NATECH, risque inondation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toute disposition pour pouvoir en cas de montée des eaux :

- évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement ;
- arrêter et mettre en sécurité ses installations [...]

Constats :

Constats précédents du 05/05/2023 et du 27/03/2024

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé : L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la mise en place des recommandations issues de l'étude inondation. De plus, il doit justifier le caractère suffisant de la cuve d'additif n°102 (non cerclée) et s'assurer de la bonne vérification de l'ancrage des cuves d'additifs.

Lors de la visite d'inspection du 27/03/2024, l'exploitant a indiqué que la mise en place de la plateforme refuge dans le bâtiment F est en cours. Il précise que la surveillance du cerclage a été intégrée aux visites PM2I de février 2024 (en attente des résultats). Il n'a pas apporté d'éléments complémentaires concernant la cuve d'additif n°102 (non cerclée).

[PdC n°20] L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la mise en place des recommandations issues de l'étude inondation. De plus, il doit justifier le caractère suffisant de la cuve d'additif n°102 (non cerclée) et s'assurer de la bonne vérification de l'ancrage des cuves d'additifs.

Constat du 09/04/2025

Par courrier du 11 juin 2024, l'exploitant informe l'inspection que lors de la visite de surveillance des ancrages des cuves additifs réalisée le 29/02/2024. Il a été constaté ce qui suit :

- Les ancrages de la cuve additif n° 48 sont en bon état : 4 platines ancrées au sol de la rétention par 4 goujons d'ancrage servant de supports à 2 élingues métalliques recouvertes d'une gaine (afin d'éviter le frottement contre la cuve).
- Pas d'ancrage pour les cuves SOUS TALUS (45, 46 et 47). Pas de nécessité d'ancrage complémentaire.
- Les cuves 100, 101 et 102 sont fixées à une rétention par 3 berceaux soudées directement à la rétention. La rétention est fixée à un massif en béton par 6 goujons d'ancrage. Bon état des ancrages de la rétention et des fixations des cuves aux berceaux.
- Les ancrages des cuves d'additifs n° 55, 56 et 57 sont en bon état : 6 platines ancrées au sol de la rétention par 4 goujons d'ancrage servant de supports à 3 élingues métalliques recouvertes d'une gaine (afin d'éviter le frottement contre la cuve).
- Les ancrages des cuves d'additifs n° 41, 42, 43 et 44 sont en bon état : 8 platines fixées par 4 goujons d'ancrage sur des massifs dans la rétention. Ces platines servent de supports à 4 élingues métalliques recouvertes d'une gaine (afin d'éviter le frottement contre la cuve). Les visites de surveillance des ancrages des cuves d'additifs du dépôt DPSPC n'ont pas relevés de défaut.

La prochaine visite de surveillance de ces ancrages sera réalisée au premier semestre 2025.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Test d'équipement de sécurité - feu de bac 32

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.20.9.2

Thème(s) : Risques accidentels, Test d'équipement de sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Prescription confidentielle.

Constats :

Constat précédent du 05/05/2023

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 05/05/2023, le constat suivant avait été formulé lors d'un test du bon déclenchement du scénario "feu de la sous-cuvette n°2" : une buse de la couronne du réservoir 32 ne fonctionne pas.

L'exploitant a indiqué que la maintenance corrective a été réalisée pour la buse concernée.

Un test du bon déclenchement du scénario "feu de bac 32" a été réalisé lors de la visite d'inspection. Le test est concluant (voir détails en partie confidentielle du présent rapport), il a cependant été constaté sur site qu'une des buses de la couronne du bac n°32 n'a pas fonctionné.

[PdC n°21] Une buse de la couronne du réservoir 32 ne fonctionne pas.

Constat du 09/04/2025

Par courrier du 11 juin 2024, l'exploitant informe l'inspection qu'il a créé un Bon de Travail correctif pour réparer la buse, mais ces travaux n'ont pas été réalisés car cette même buse a fonctionné lors d'un deuxième exercice.

Lors de la visite du 09/04/2025, l'inspection a demandé le déclenchement du scénario POI "feu de

bac 32" afin de s'assurer que la buse est bien fonctionnelle. Lors de l'essai, deux buses mitoyennes n'ont pas fonctionné correctement, le débit était réduit et ne permettait pas l'arrosage optimal de la robe du réservoir. A la fin de l'essai, la partie de la robe sous les deux buses n'était pas totalement mouillée.

Dans l'attente d'une intervention sur les 2 buses défailtantes. L'écart est maintenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : Entretien du forage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.1.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

[...] L'ouvrage doit faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

Constats :

Constat précédent du 27/03/2024

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le registre de suivi de la consommation en eau du site. Au total pour l'année 2023, il a été prélevé 2 230 m³ (forage) et 885 m³ (réseau AEP). Il a indiqué qu'il n'a pas été réalisé d'inspection du forage depuis plus de dix ans.

[PdC n°22] Le forage ne fait pas l'objet d'une inspection périodique au minimum tous les dix ans.

Constat du 09/03/2025

Pour courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'inspection périodique du forage F1 réalisé par SOLEO pour le compte de la société SADE, en date du 24/10/2024. Dans le rapport sans conclusion, il est précisé qu'une partie des crépines sont colmatées.

Bien que cet état n'ait aucune incidence sur l'utilisation actuelle du forage, à titre préventif, l'exploitant a passé la commande pour un nettoyage du forage qui sera prochainement réalisé.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Rejets aqueux - respect des VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5.)

Paramètres	Périodicité	Concentration maximale (mg/l)
DCO	semestrielle	120
DBO5	semestrielle	30
M E S T (matières en suspension totale)	semestrielle	35
Indice Hydrocarbures	semestrielle	10
Azote global	semestrielle	30

Constats :

Constat précédent du 27/03/2024

Par courriel du 25/03/2024, l'exploitant a transmis le rapport annuel de suivi des eaux superficielles pour l'année 2023 réalisé par la société TERE0. Des analyses ont été réalisées sur les eaux superficielles des dépôts Est et Ouest en mars, juin, septembre et décembre 2023 ; la fréquence trimestrielle est respectée. Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres listés dans l'arrêté préfectoral.

Les résultats mettent en évidence un dépassement en hydrocarbures au sein du décanteur du dépôt Ouest en juin 2023 (10,8 mg/l pour une valeur limite à 10 mg/l). Le rapport précise que des dépassements récurrents en hydrocarbures sont constatés au niveau de ce point de rejet depuis juin 2020 (juin 2020, septembre 2020, mars 2021, juin 2021, décembre 2021, mars 2022, juin 2023).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'un entretien important du décanteur et des réseaux a été réalisé début 2022 en réponse à cette problématique. Il n'a pas été en mesure d'expliquer le dépassement constaté en juin 2023.

[PdC n°24] Des dépassements récurrents en hydrocarbures sont constatés au niveau du décanteur Ouest depuis juin 2020.

Constat du 09/04/2025

Pour courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport annuel 2024, en date du 31/01/2025, de suivi des prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les eaux superficielles et/ou sédiments (A220) et sur les eaux souterraines (A210) et interprétation des résultats des investigations (A270), réalisé par la SARL TERÉO.

Les conclusions sont les suivantes :

- l'ensemble des composés recherchés sur les dépôts Ouest et Est font état de teneurs conformes aux valeurs de comparaison ;
- les dépassements hydrocarbonés observés sur le décanteur 3 Ouest depuis juin 2020 ne sont pas observés en 2024.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Entretien des réseaux de collecte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs de récupération des eaux usagées et égouttures (fosses, réseau, installations de traitement...) sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification exhaustive périodique a minima tous les trois ans.</p> <p>Les conclusions et actions correctives menées sont consignées dans un rapport tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat précédent du 27/03/2024</u></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le détail du curage réalisé par la société SOA en date du 23/06/2023 incluant les réseaux de collecte.</p> <p>Il indique qu'il n'est pas réalisé de vérification du bon état du réseau.</p> <p>[PdC n°25] Les dispositifs de récupération des eaux usagées et égouttures ne font pas l'objet d'une vérification exhaustive tous les trois ans.</p> <p><u>Constat du 09/04/2025</u></p> <p>La vérification exhaustive du réseau d'eaux usées annoncée par courrier de l'exploitant en date du 11/06/2024 (Bon de Travail n°17692 pour la vérification du réseau d'eaux usées par la société SOA) n'a toujours pas été réalisée.</p> <p>L'exploitant est toujours en attente d'un devis, l'inspection vidéo est prévue cette année 2025.</p> <p>Dans l'attente de la réalisation de cette vérification, l'écart est maintenu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 23 : Entretien des séparateurs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/03/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les dispositifs d'épuration interne (débourbeurs et décanteurs séparateurs) font l'objet d'entretiens (vidanges et/ou écrémages) a minima semestriellement.

Constats :

Constat précédent 27/03/2024

L'exploitant a présenté la commande de la société SOA pour le dernier curage du décanteur, qui a été réalisée le 23/06/2023. Il indique que cette opération est réalisée une fois par an.

[PdC n°26] La fréquence d'entretien (vidange et/ou écrémage) des décanteurs définie dans l'arrêté préfectoral n'est pas respectée.

Constat du 09/04/2025

Par courrier du 11 juin 2024, l'exploitant informe l'inspection qu'il a créé un Bon de Travail pour modifier la fréquence de nettoyage du décanteur d'une fois par an à deux par an.

De plus par courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le rapport d'intervention de la société SARP/SOA en date du 26/11/2024.

L'intervention comprend, sur le dépôt Ouest :

- Le pompage des grilles avaloirs sous les postes de chargement (x7)
- Pompage rétention + poste dans cuvette tuyauteries
- Ecrémage du bassin de décantation + séparateur hydrocarbure.

Sur le dépôt Est :

- Ecrémage du séparateur hydrocarbure.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Gestion des incidents - Identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5, modifié é par l'arrêté ministériel du 28/02/2022

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - gestion des incidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

[...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.

Nota : La gestion des anomalies et défaillances des MMR est également encadrée par l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 août 2017.

Constats :**Constats précédents**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la procédure P.J04.01 de traitement des événements hygiène-sécurité-environnement-qualité (révision d'avril 2023). Elle définit les responsabilités des différents acteurs pour le traitement et l'analyse des événements.

Le suivi est réalisé via l'outil Themis pour l'ensemble des événements (niveaux 1 à 5 de la matrice de gravité HSE ou qualité). D'après la procédure, une analyse est réalisée systématiquement (succincte ou plus élaborée en fonction de la gravité). L'exploitant a présenté la liste des événements HSE survenus en 2023, avec le niveau de gravité associé et les actions mises en place.

D'après la matrice de gravité pour le traitement des événements HSE, les dysfonctionnements des organes de sécurité (incluant les MMR) sont pris en compte.

Il n'a pas été identifié de défaillance ou anomalie sur les MMR en 2023.

A noter qu'il avait été constaté lors de la visite d'inspection du 07/05/2020 le non fonctionnement de l'alarme sonore et visuelle au bureau d'exploitation lors de la détection hydrocarbures gaz pomperie «pompe 20/21». Ce dysfonctionnement n'est pas repris dans la notice de réexamen de l'étude de dangers transmise à l'inspection des installations classées qui indique qu'aucun événement accidentel mettant en jeu le dysfonctionnement des MMR n'a eu lieu sur le site depuis la dernière étude de dangers.

[PdC n°29] L'exploitant doit s'assurer du recensement et de l'analyse de l'ensemble des anomalies et défaillances des MMR, qui doit être présenté dans le cadre du réexamen de l'étude de dangers.

Constat du 09/04/2025

Par courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, la procédure P.J04.01 de traitement des événements hygiène-sécurité-environnement-qualité (révision de février 2024)

Il a aussi transmis la notice de réexamen (version novembre 2023) dans laquelle figure le recensement et de l'analyse de l'ensemble des anomalies et défaillances des MMR.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection la liste des anomalies et défaillances. De novembre 2023 au 9 avril 2025, jour de l'inspection, 3 anomalies sont bien enregistrées dont la défaillance d'une buse de la couronne du réservoir n°32 constaté lors de l'inspection du 27 mars 2027.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Gestion des incidents - Hiérarchisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2014, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - gestion des incidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Constats :

Constat précédent du 27/03/2024

La procédure de traitement des événements prévoit la communication auprès de la DREAL (et autres parties concernées) pour les événements HSE ayant un niveau de gravité 3 ou plus. La matrice de gravité pour le traitement des événements HSE a été présentée lors de la visite d'inspection. Elle fixe des critères suivant la nature des conséquences (humaine, environnement, matériel/incendie) permettant d'établir le niveau de gravité associé.

Cette matrice ne reprend pas l'ensemble des critères de l'évaluation des accidents potentiellement majeurs selon la méthodologie DGPR pour la distinction des accidents (par exemple, il n'est pas identifié de critères pour les dommages matériels), ce qui ne permet pas de s'assurer que tous les accidents au sens de la méthodologie nationale soient bien identifiés et fassent, notamment, l'objet d'une communication à l'inspection.

[PdC n°30] La procédure mise en place par l'exploitant ne permet pas d'assurer l'identification de tous les accidents au sens de la méthodologie nationale.

Constat du 09/04/2025

Par courriel du 03/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, la procédure P.J04.01 de traitement des événements hygiène-sécurité-environnement-qualité (révision de février 2024). Son annexe 3 intègre « l'évaluation des accidents potentiellement majeurs, Méthodologie DGPR pour la distinction des accidents » qui permet d'assurer l'identification de tous les accidents au sens de la méthodologie nationale.

Absence d'écart constaté. Le précédent constat du 27 mars 2024 est levé

Type de suites proposées : Sans suite